

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Judi 4 décembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite] 255

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186 et A/C.2/L.187) [suite]

[Point 25, c *)]

1. M. BERCKEMEYER (Pérou) déclare qu'il est peu de civilisations dont la destinée soit aussi étroitement liée à la terre que celle du Pérou. Le problème agraire de ce pays est aussi compliqué que sa topographie et son histoire. Parmi les problèmes qui s'y posent, on peut citer l'aridité de la zone montagneuse, l'érosion du sol, les zones forestières impénétrables et les dévastations provoquées par les pluies excessives. Il n'est donc pas surprenant que la délégation du Pérou s'intéresse vivement aux programmes de réforme agraire de l'Organisation des Nations Unies. Elle a participé activement à l'élaboration des résolutions 401 (V) et 524 (VI) de l'Assemblée générale et aux travaux du Servicio cooperativo Interamericano de Producción de Alimentos (SCIPA).

2. Le représentant du Pérou s'associe au point de vue selon lequel la réforme agraire est plus qu'une simple question de développement. Outre le fait que les trois cinquièmes de la population du Pérou vivent de la production agricole, le problème agraire au Pérou est également lié à la question de la population autochtone indienne. L'amélioration du niveau de vie de cette population et son intégration dans la culture nationale sont d'autres aspects d'un problème complexe dont la terre est l'élément principal. C'est pourquoi M. Berckemeyer est heureux de constater que l'on a insisté sur les aspects humains de la question agraire.

3. Tout comme dans d'autres pays qui sont en cours de développement économique, le problème principal au Pérou est celui de l'accroissement de la production agricole en vue de la constitution de capitaux qui puissent être employés pour favoriser un développement économique harmonieux. Le Gouvernement péru-

vien poursuit une politique qui vise à accroître le nombre des propriétaires exploitants et, à cette fin, il recourt surtout aux terres rendues cultivables grâce aux projets d'irrigation. Au cours de l'année dernière, le gouvernement a investi 98.700.000 soles dans son programme national pour financer des travaux qui permettront d'irriguer 20.000 hectares de terres autrefois désertiques dans la partie septentrionale du Pérou. Lorsque l'exécution de ce plan sera achevée, il sera possible d'irriguer 281.000 hectares de terre et d'accroître de plus de 500.000 hectares la superficie cultivable.

4. Le Gouvernement péruvien s'est attaché aussi à obtenir de l'outillage agricole et a créé un système de coopératives pour mettre cet outillage à la disposition des cultivateurs qui ne sont pas en mesure de l'acheter. A cette fin, le Pérou a dépensé près de 250 millions de soles pour l'achat d'outillage agricole à l'étranger et a obtenu de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement un prêt de 20 millions de soles pour des achats similaires. La Banque agricole du Pérou a également offert des facilités de crédit aux agriculteurs. Son capital a été constamment augmenté et, en 1950, il atteignait 100 millions de soles. Elle administre aussi la Société de l'Amazone, dont l'objet est de faciliter le développement de la région péruvienne de l'Amazone.

5. Le représentant du Pérou donne un aperçu de l'œuvre utile accomplie par la SCIPA au Pérou; sous ses auspices, un accord bilatéral a été conclu avec les Etats-Unis en vue de familiariser les fermiers péruviens avec les nouvelles méthodes d'exploitation agricole, d'assurer la fourniture de graines de semence et de bétail de race, de renforcer la lutte contre les parasites, etc.

6. Le Gouvernement péruvien a également entrepris un important programme visant à accroître les stocks d'engrais. Bien que le Pérou exporte du guano, ses besoins sont si grands qu'il a été obligé d'importer une certaine quantité d'engrais et il a commencé à fabriquer des engrais artificiels.

7. Aucun programme de développement agricole ne peut être satisfaisant s'il n'est complété par la construction de routes et par la formation technique et l'édu-

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

cation générale de la population rurale. Le Gouvernement péruvien exécute un plan de six ans, dans le cadre duquel 2 milliards de soles doivent être investis pour développer et améliorer le réseau routier du pays, notamment les routes transversales qui donnent accès à l'intérieur du pays. Ce plan facilitera beaucoup l'exploitation des richesses minières et agricoles des régions montagneuses et forestières. M. Berckemeyer donne des indications sur les routes déjà achevées et sur le plan des travaux futurs.

8. Tels sont les points essentiels de la politique agraire du Pérou, qui est destinée à protéger le droit des cultivateurs à posséder des terres; cette considération revêt une grande importance étant donné que, jusqu'ici, 10 pour 100 seulement des terres arables de ce pays ont été mis en culture.

9. La délégation du Pérou appuie le projet de résolution commun présenté par l'Égypte, l'Inde et l'Indonésie (A/C.2/L.160/Rev.1) et le projet de résolution du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1) mais estime qu'il serait préférable de les réunir en un projet de résolution unique et de faire figurer dans le préambule de la résolution A/C.2/L.160/Rev.1 le troisième paragraphe du dispositif de cette résolution. La délégation du Pérou appuie également l'amendement que les États-Unis ont proposé d'apporter au projet de résolution commun (A/C.2/L.187).

10. M. GOURINOVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) souligne que la réforme agraire dans les pays insuffisamment développés doit tenir compte au premier chef des besoins des petits propriétaires et des paysans qui ne possèdent pas de terres. Les paysans de ces pays luttent pour améliorer leur niveau de vie et recouvrer les terres dont ils ont été dépossédés par les monopoles étrangers; ils réclament l'institution de systèmes de crédit, la fourniture d'engrais et d'équipement, et la création de coopératives qui leur permettraient d'écouler leurs produits. En adressant des recommandations aux gouvernements, les Nations Unies doivent prendre en considération les aspirations des paysans des pays insuffisamment développés.

11. Le représentant de l'Indonésie (225ème séance) et d'autres encore ont mentionné le caractère arriéré des populations rurales de leurs pays et, au cours de la 226ème séance, les représentants de l'Irak et de l'Arabie saoudite ont exposé les conséquences désastreuses de la domination étrangère en Tunisie et au Maroc. On a déjà montré clairement combien les populations autochtones ont souffert par suite de la saisie des terres par les monopoles étrangers. M. Gourinovitch se bornera en conséquence à examiner la question de la saisie des terres effectuées à des fins militaires.

12. Au cours de la treizième session du Conseil économique et social, la Fédération syndicale mondiale a signalé que 25 pour 100 des terres arables de l'île de Guam avaient été saisies par les autorités militaires américaines¹. Des saisies analogues ont eu lieu au Japon, en Allemagne occidentale et en France; dans ce dernier pays, des terres situées aux environs de Cambrai ont été saisies au profit de l'armée de l'air des États-Unis, et les paysans n'ont même pas été

autorisés à rentrer leurs récoltes. Au Japon, les forces armées des États-Unis occupent 115.900 hectares de terres, dont 5.300 appartenaient autrefois aux paysans. La saisie de terres en Allemagne occidentale à l'occasion des récentes manœuvres a entraîné des pertes financières considérables pour la population locale. En Prusse rhénane et dans la province de Hesse, les récoltes de pommes de terre et de fruits ont été perdues, et les vignobles ont été détruits avant les vendanges. Interrogées sur la façon dont ces pertes donneraient lieu à indemnité, les autorités militaires américaines ont répondu que l'Allemagne devait se préparer à devenir un théâtre d'opérations militaires.

13. Il ressort nettement du rapport du Secrétariat sur la réforme agraire qu'il existe dans les pays insuffisamment développés de vastes superficies inexploitées. Il est extrêmement utile d'étudier l'expérience acquise à cet égard dans la République populaire de Chine et dans les démocraties populaires. Sa délégation a exposé devant l'Assemblée générale les progrès qui ont été réalisés dans la République socialiste soviétique de Biélorussie dans le secteur agricole². L'agriculture de ce pays a beaucoup souffert au cours de la deuxième guerre mondiale; les superficies arables ont été réduites de 43 pour 100, et quelque 2.200 villages ont été détruits. Néanmoins, la situation économique de la Biélorussie a été depuis lors entièrement rétablie. Deux cent mille hectares de marais ont été mis en culture et 300.000 hectares de terres ont été défrichées. L'élevage et la mécanisation de l'agriculture ont été développés de façon notable, le nombre des tracteurs a doublé, et 445.000 maisons ont été construites depuis la guerre pour loger la population rurale.

14. M. Gourinovitch expose les objectifs du prochain plan quinquennal, qui prévoit l'augmentation des surfaces cultivées et le développement de la production agricole et du cheptel. Pendant la deuxième guerre mondiale, tous les marais qui avaient été asséchés ont été dévastés, mais, depuis, 200.000 hectares ont été rendus à la culture, et le plan quinquennal comprend des projets relatifs à l'assèchement des basses terres qui longent le Pripet, par exemple. Ce programme permettra de sextupler le volume des récoltes et d'améliorer l'élevage, l'exploitation des forêts et la pêche. De nouvelles usines de transformation du lait, de la viande, de la betterave à sucre seront créées et la fabrication de briquettes de tourbe sera développée. Son pays est persuadé de pouvoir mener à bien ces plans et améliorer ainsi les conditions de vie de la population.

15. La question de la réforme agraire dans les pays insuffisamment développés présente un caractère d'urgence, et il est indispensable de prendre des mesures décisives, notamment pour développer les surfaces cultivées et redistribuer les terres, y compris celles qui sont aux mains d'entreprises étrangères. Ces dernières ont développé la production des denrées destinées à l'exportation au détriment des cultures destinées à la consommation intérieure.

16. La délégation de la République socialiste soviétique de Biélorussie appuiera le projet de résolution commun présenté par l'Égypte, l'Inde et l'Indonésie, car il recommande des mesures propres à accroître les

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, treizième session*, 534ème séance.

² Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Séances plénières*, 595ème séance.

surfaces cultivées, mais elle s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution du Pakistan.

17. M. BAUER PAIZ (Guatemala) expose les raisons économiques et sociales qui ont amené le Congrès et le Gouvernement du Guatemala à apporter une solution énergétique et démocratique au problème agraire et aux problèmes sociaux connexes. Citant l'économiste guatémaltèque Marco Antonio Ramírez, il indique que l'agriculture, qui emploie plus de 70 pour 100 de la population, est l'activité économique la plus importante du Guatemala et sa principale source de devises. L'économie du pays comporte certains traits qui ont freiné le développement. Le Guatemala, bien qu'il soit essentiellement un pays agricole, est incapable de nourrir sa population. Le recensement agricole de 1950 en révèle la raison: alors que les dimensions des exploitations agricoles ont augmenté, l'importance relative des terres consacrées aux cultures de base tel que le maïs, les fèves, le blé, la canne à sucre, les légumes et les céréales, a diminué, et la fraction non cultivée des terres s'est accrue. On en a donc conclu que les produits agricoles destinés à la consommation intérieure venaient des petites exploitations qui ne possédaient pas de jachères, de pâturages ou de friches. La culture intensive de lopins de terre, y compris les terres marginales, a entraîné une augmentation des prix agricoles.

18. Le recensement agricole a indiqué que les trois quarts des terres cultivées étaient exploitées par 2 pour 100 du nombre des entreprises agricoles. Les exploitations les plus importantes sont situées dans les régions administratives les plus riches et les plus productives, tandis que les moins importantes se trouvent dans des régions dont la population est très dense et s'accroît avec une grande rapidité.

19. Le taux annuel de l'accroissement de la population du Guatemala s'élève à 2,4 pour 100. Etant donné les progrès insuffisants dans la redistribution des terres, la lenteur de l'augmentation de la production agricole et l'accroissement rapide de la population, il est probable qu'en l'absence de mesures efficaces propres à encourager le progrès technique dans l'agriculture, la fameuse loi de Malthus jouera, et les guerres et les épidémies en viendront à être considérées comme une bénédiction, parce qu'elles supprimeront l'excédent de population. Mais, comme le Guatemala est un pays pacifique qui désire améliorer les conditions de vie de sa population, la réforme agraire apparaît comme la meilleure méthode qui puisse permettre de faire progresser l'agriculture.

20. Indépendamment de l'aspect social du problème, il faut également tenir compte de certains facteurs économiques qui conditionnent la réforme agraire. Le niveau élevé de l'emploi dans l'agriculture fait contraste avec le chômage qui sévit dans d'autres branches d'activités; en raison de ce chômage, les salaires sont très bas et la consommation se maintient à un niveau insuffisant. La sous-commission s'accompagne d'une faible cadence de production; à cette faible cadence de production correspondent des revenus très bas; et à cause de ces revenus très bas, il y a sous-consommation. Il faut rompre ce cercle vicieux. Le fait que moins du tiers de la population est employée dans l'industrie, dans les transports, dans l'administration et dans les services publics, montre que l'industrie n'est pas au Guatemala un facteur économique dynamique. Il est

logique qu'un programme de développement ait pour objet de donner un emploi aux chômeurs partiels de l'agriculture. D'autre part, certains monopoles étrangers ont étendu leur domaine d'activité et exploitent maintenant des entreprises de transports maritimes et ferroviaires. Ces entreprises sont exploitées dans l'intérêt d'actionnaires étrangers, ce qui a retardé l'évolution économique et sociale du pays. Il faut espérer que l'on pourra améliorer cette situation dans l'avenir.

21. Le représentant du Guatemala explique comment son Gouvernement a mis en œuvre les dispositions de la résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social; avant même l'adoption de cette résolution, le Gouvernement du Guatemala avait commencé à réunir les statistiques qui devaient lui permettre de promulguer une loi sur la réforme agraire. Ce gouvernement a également appliqué une loi sur l'affermage obligatoire de terrain aux paysans sans terre. Il a promulgué, cette année, une loi conforme aux recommandations que le Conseil économique et social a adressées aux gouvernements dans sa résolution 370 (XIII).

22. Le Gouvernement du Guatemala s'est conformé à la première recommandation de la résolution 370 (XIII) en étudiant le rapport du Secrétaire général et en tenant compte de l'expérience acquise par le Mexique en matière de réforme agraire. Mettant en œuvre la deuxième recommandation, le Guatemala a institué des réformes agraires en cherchant surtout à répondre aux besoins des paysans sans terres, ainsi que des petits et moyens cultivateurs. Du terrain a été mis à la disposition des paysans sans terres suivant trois différents régimes, en propriété, en usufruit ou en location. Le représentant du Guatemala expose les conditions dans lesquelles les terres dont les grands propriétaires ont été expropriés peuvent devenir la propriété des paysans sans terres, ainsi que les conditions qui régissent la location des terres qui appartiennent à l'Etat. Les terres qui étaient propriété d'Etat avant l'adoption de la loi sur la réforme agraire ne peuvent devenir propriété privée mais ceux qui les cultivent peuvent en avoir l'usufruit. Si ces agriculteurs ne veulent pas les cultiver, soit à titre privé, soit en coopérative, ces terres peuvent être exploitées conjointement par l'Etat et par des cultivateurs détenteurs de capitaux.

23. Il existe trois formes principales de régime foncier au Guatemala: la propriété d'Etat, la propriété privée et la propriété communale. L'Etat de guerre régnant entre le Guatemala et les Puissances de l'Axe au cours de la deuxième guerre mondiale, les biens ennemis sont devenus propriété de l'Etat. L'Etat est ainsi devenu le plus grand propriétaire agricole du pays. Il existe au Guatemala de nombreuses communautés aborigènes où la terre est propriété communale. Il n'existe pas de règle générale qui s'applique à ces communautés, car les traditions et les coutumes varient considérablement de l'une à l'autre. Dans certaines communautés, le travail se fait collectivement, dans d'autres il est exécuté individuellement et dans d'autres encore ce sont des travailleurs salariés qui en sont chargés. La propriété privée est la forme de propriété foncière la plus répandue; la plupart des exploitations appartiennent à des propriétaires privés. Aux termes de la loi sur la réforme agraire, les terres communales ne peuvent devenir propriété privée. L'Etat dédommage

les propriétaires expropriés, et on estime à 10 millions de dollars environ le total des indemnités qu'il a versées.

24. A l'heure actuelle, le Gouvernement du Guatemala applique des mesures tendant à mettre en œuvre les recommandations figurant au paragraphe 3 du dispositif de la résolution 370 (XIII) du Conseil. Par l'entremise du Service national de l'agriculture, l'Etat fournit une assistance économique et technique et procure aux cultivateurs des animaux de trait et des machines agricoles à des prix raisonnables. On va bientôt créer un nouvel institut financier, la Banque nationale pour l'agriculture, qui sera chargée d'accorder des prêts, particulièrement aux petits propriétaires fonciers.

25. La CEPAL et la FAO ont fourni une assistance précieuse au Gouvernement du Guatemala en organisant un cycle d'études sur le crédit rural qui s'est tenu au Guatemala en septembre 1952. Au cours de ce cycle d'études, on a souligné l'importance du crédit rural en ce qui concerne l'acquisition de machines, de matériel d'irrigation, de matériaux de construction, de semences et d'engrais. On a également fait remarquer que c'est seulement par l'intermédiaire d'institutions fonctionnant sous les auspices du Gouvernement et par l'intermédiaire d'instituts de crédit spécialisés qu'il est possible d'accorder des conditions satisfaisantes en matière de crédit agricole. On a mentionné la disparité existant entre les prix des produits agricoles et ceux des machines, ainsi que la nécessité de remédier à cette situation. On a examiné toute une série de problèmes ayant trait à l'organisation du crédit agricole, tels que les taux d'intérêt, les sources de crédit et la collaboration des organismes internationaux. Ce cycle d'études s'est révélé d'une grande utilité pour le Gouvernement du Guatemala qui envisage l'établissement d'un système de crédit rural dirigé qui permettra aux petits cultivateurs de faire le meilleur usage possible des prêts qui leur sont accordés.

26. La FAO a également envoyé au Guatemala un expert chargé d'étudier le régime foncier en liaison avec les incidences de la loi sur la réforme agraire.

27. De plus, le Guatemala s'occupe d'améliorer son système de transports et de construire une route moderne qui doublera la ligne de chemin de fer qui relie actuellement la capitale et le principal port sur l'Atlantique et qui est insuffisante. On envisage également d'augmenter la production d'énergie électrique et de diversifier l'économie en encourageant la production du coton, des huiles, des fibres textiles et du bois. L'Etat préconise aussi les méthodes coopératives; il donne son appui à un organisme qui dirige des coopératives de production agricole et accorde une assistance technique et financière à leurs membres.

28. La résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social a notamment recommandé d'améliorer le statut économique, social et juridique des travailleurs agricoles. Le Code du travail garantit aux travailleurs agricoles du Guatemala les droits et les salaires minimums fixés par l'OIT. Ces travailleurs sont organisés en syndicats qui jouissent des mêmes droits que ceux des travailleurs urbains; ils touchent des prestations d'assurance sociale s'ils sont malades ou victimes d'accidents du travail. Les salaires ont été relevés à la suite de la fixation de salaires minima dans les fermes appartenant à l'Etat et à la suite de la négociation de

conventions collectives. En outre des projets visant à donner un enseignement élémentaire et à combattre l'analphabétisme sont actuellement mis en œuvre.

29. L'analyse sommaire des réformes agraires accomplies au Guatemala que vient de présenter M. Bauer-Paiz montre que cette réforme a donné des résultats très satisfaisants et qu'elle a été entreprise conformément aux recommandations de l'Organisation des Nations Unies en vue de répondre aux besoins réels du pays. En poursuivant cette réforme, on ne s'est pas seulement efforcé d'améliorer les méthodes de culture; on n'a pas non plus eu recours aux mesures rigoureuses employées par ceux qui estiment que la seule façon de résoudre le problème agraire est de confisquer les terres. Au Guatemala, on estime que le régime de la propriété privée a une importance sociale et que le propriétaire foncier qui n'exploite pas ses terres doit être exproprié au profit des cultivateurs sans terres. On ne croit pas qu'il soit suffisant, du moins dans des pays dont la structure est analogue à celle du Guatemala, d'entreprendre une réforme agraire uniquement d'après le principe qui consiste à donner à bail des terres privées ou publiques. Pour accomplir cette réforme avec succès il faut non seulement prendre des mesures dans les domaines technique et financier ainsi que dans le domaine de l'enseignement, mais on doit s'attaquer à la base même du régime foncier défectueux. Au Guatemala la réforme agraire a été entreprise en combinant ces différents facteurs.

30. Le Gouvernement du Guatemala adressera une réponse complète au questionnaire sur la réforme agraire, car ce pays, tout en estimant avoir obtenu des résultats très importants grâce à ses propres efforts, apprécie à sa juste valeur la collaboration de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

31. La délégation du Guatemala appuiera les projets de résolution dont a été saisie la Commission, car leur objectif est conforme à celui que vise actuellement ce pays en matière de réforme agraire.

32. M. ABDELRAZEK (Egypte) fait remarquer qu'il y a dans le texte espagnol une erreur de traduction au début du troisième paragraphe du dispositif du projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1), ce qui explique pourquoi le représentant du Pérou l'a mal interprété.

33. Le PRESIDENT déclare que le texte espagnol du projet de résolution sera rectifié.

34. M. KRIVEN (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare que le fait que la Commission a déjà discuté la question de la réforme agraire au cours des années passées confirme que l'on reconnaît d'une façon générale la nécessité d'accomplir une réforme agraire dans les pays où il existe encore un régime féodal ou semi-féodal. Quand la terre appartient à de grands propriétaires fonciers ou à des monopoles étrangers qui l'exploitent à leur profit, le développement général du pays en souffre et le niveau de vie de la population est très bas.

35. Dans un grand nombre de pays, de grandes étendues de terres appartiennent encore à des monopoles étrangers. De plus, les milieux dirigeants des Etats-Unis établissent actuellement des bases aériennes et militaires sur les terres des pays insuffisamment développés pour préparer une nouvelle guerre. Les

terres ainsi aliénées sont souvent très fertiles. Au Japon par exemple, les forces des Etats-Unis ont occupé en 1951 plus de 216.000 hectares de terres, dans la région de Hokkaido, pour y établir des bases militaires. Dans l'Allemagne occidentale et en France, des terres ont également été occupées à des fins militaires.

36. Dans les pays où les monopoles étrangers exploitent les terres, la production de denrées alimentaires a diminué et les surfaces ensemencées sont moins importantes. En Asie, par exemple, la production de riz et de sucre a marqué un recul, et la ration alimentaire journalière de la population n'atteint pas un niveau minimum de 2.000 calories. La population ne reçoit en moyenne que 1.600 calories par jour dans l'Inde et 1.560 calories en Indochine. Dans tous les pays insuffisamment développés, on voit monter l'indice du coût de la vie. Si l'on prend pour base 1938 = 100, l'indice du coût de la vie a été, en 1951, de 2.000 en Algérie, de 1.548 en Afrique-Equatoriale française et de 2.571 en Tunisie.

37. Les représentants de l'Iraq et de l'Arabie saoudite ont décrit la condition misérable des paysans du Maroc, due à l'exploitation des capitalistes français (226ème séance). L'économie de la Tunisie est également sous le contrôle des capitalistes français qui utilisent à leur profit les richesses en matières premières de la colonie. Il existe une disproportion énorme entre la superficie des terres appartenant à des colons français et celle appartenant à des Tunisiens. La plus grande partie de la population est sous-alimentée, elle est frappée d'impôts arbitraires, elle manque des services médicaux nécessaires et d'établissements scolaires.

38. Le Royaume-Uni a trouvé au Cameroun une source d'approvisionnements en matières premières et s'est emparé des meilleures terres appartenant à la population indigène. Dans cette colonie, il existe encore un impôt de capitation; 11,7 pour 100 seulement des enfants d'âge scolaire fréquentent l'école; le taux de l'analphabétisme est de 90 pour 100; et il n'existe que onze hôpitaux pour répondre aux besoins de tout le Territoire dans le domaine de la santé publique.

39. Le représentant des Etats-Unis a déclaré au cours de la 225ème séance qu'au Japon la réforme agraire avait été accomplie dans l'intérêt des paysans. En réalité la situation est tout à fait différente. La majorité des exploitations agricoles sont très petites et plus d'un tiers de ces fermes ne possèdent pas de bétail. La totalité de la surface ensemencée a diminué par rapport à 1946. Le régime agraire a encore dans ce pays un caractère féodal et la pauvreté sévit dans les villages japonais. Il est évident que la prétendue réforme agraire n'est qu'un nouveau moyen d'exploiter les masses.

40. La situation de l'agriculture dans les territoires coloniaux insuffisamment développés fait ressortir la nécessité indiscutable de procéder à une réforme agraire et de redistribuer les terres d'une manière équitable de façon qu'elles deviennent la propriété de ceux qui les cultivent. Une telle réforme dans le domaine économique et politique est indispensable au développement des pays insuffisamment développés. Les représentants de certains pays ont déclaré que leurs gouvernements avaient l'intention de mettre en œuvre des programmes

de réforme agraire à long terme, mais jusqu'ici presque rien n'a été accompli. L'histoire montre cependant que, dans les cas où une réforme agraire a été accomplie et où les gouvernements ont donné aux paysans l'aide nécessaire, le développement s'est effectué rapidement, réalisant ainsi les conditions nécessaires à une amélioration continue du bien-être de la population.

41. La délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine appuiera le projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1) qui contient des recommandations visant à l'application de mesures pratiques qui permettront de procéder à une réforme agraire dans les pays insuffisamment développés. Le projet de résolution du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1) traite surtout de l'aspect financier de la réforme agraire et la délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine estime que cette réforme peut être accomplie sans aide financière internationale. C'est pourquoi elle s'abstiendra de voter sur le projet de résolution.

42. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) déclare qu'il votera en faveur du projet de résolution commun et du projet de résolution du Pakistan sans toutefois prendre l'engagement de contribuer au fonds international de développement dont la création est envisagée.

43. En ce qui concerne les accusations qui ont été portées contre son gouvernement, la Commission n'ignore pas que le Royaume-Uni s'intéresse à la réforme agraire et qu'il a appuyé toutes les résolutions que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont adoptées à ce sujet. Sir Clifford Norton se félicite de l'excellent travail que la FAO accomplit.

44. Son gouvernement a toujours été en faveur des mesures de réforme agraire destinées à augmenter la production alimentaire, à élever le niveau de vie et à améliorer les conditions sociales dans les diverses parties du monde. Mais il voit les choses de façon pratique et refuse de prendre des formules toutes faites pour des réalités. Si l'on veut augmenter la production, élever le niveau de vie et améliorer les conditions sociales, il faut d'abord prévoir l'octroi de crédits, la création de coopératives et la vulgarisation des méthodes agricoles. Il faut aussi tenir compte des conditions et des traditions locales. Si un gouvernement se contentait de morceler les grandes propriétés en petites parcelles, sans créer d'organisations coopératives et sans exercer une certaine forme de contrôle, la production ne pourrait qu'aller en diminuant et les populations rurales se trouveraient dans une situation plus difficile encore que par le passé. Des experts britanniques en matière de questions agraires remplissent les fonctions de conseillers techniques dans de nombreux pays du monde qui désirent se familiariser avec les méthodes de réforme agraire. Un orateur a prononcé le nom de Ceylan. Si Ceylan était Membre des Nations Unies, ses représentants se joindraient à ceux des autres pays de l'Asie du Sud-Est pour retracer comment leur pays a procédé à la réforme agraire en groupant les petits propriétaires fonciers en sociétés coopératives.

45. Le Gouvernement du Royaume-Uni tient essentiellement à ce que toute réforme agraire dans les territoires dont il a la charge se fasse de façon raisonnable, pratique et dans un esprit de progrès et ait pour résultat d'augmenter la prospérité et de favoriser le développement social de la collectivité au profit de

laquelle elle a été entreprise. Le représentant du Royaume-Uni ne croit pas que des méthodes brutales soient la meilleure manière de servir la cause du progrès. Le questionnaire relatif à la réforme agraire donnera à son gouvernement l'occasion de renseigner la Commission sur la situation foncière dans les territoires du Royaume-Uni et sur les mesures qui y ont été adoptées. Sir Clifford Norton espère que les délégations retireront un enseignement pratique des faits et des chiffres dignes de foi que le rapport du Secrétaire général portera à leur connaissance.

46. Il ne suffit pas, pour mener à bien une réforme agraire, de s'en tenir à certaines règles rigides établies d'avance une idée préconçue. Les projets de résolution dont est saisie la Commission sont conçus de façon à favoriser le progrès dans cet important domaine.

47. M. COHN LYON (République Dominicaine) déclare que la question en discussion présente un intérêt particulier pour la République Dominicaine qui cherche par tous les moyens en son pouvoir à développer son économie et ses ressources naturelles, qui sont surtout agricoles. Depuis 1930, son pays procède à l'exécution d'un programme destiné à accroître la productivité agricole et à améliorer le bétail. En 1952, le gouvernement a élaboré une législation de base relative à l'installation d'agriculteurs sur de nouvelles terres; il en a modifié le texte au fur et à mesure que la situation évoluait et il a finalement promulgué, le 18 août 1948, la loi n° 1783. Cette loi prévoit notamment l'installation d'agriculteurs sur les terres du domaine public dont la superficie dépasse 100 hectares; elle dispose que le Ministère de l'agriculture a le droit de décider des cultures à entreprendre sur les neuf dixièmes de chaque exploitation, qu'un agriculteur auquel on a retiré son titre de propriété conserve son droit de propriété sur toutes les améliorations qu'il a apportées à l'exploitation et sur les animaux et le matériel qu'il possède, et que les agriculteurs qui remplissent les conditions requises deviennent propriétaires de leurs terres au bout de 10 ans. Cette loi stipule également que les propriétaires privés doivent mettre leurs terres en exploitation aussi rapidement et complètement que possible, sous peine d'expropriation. Le gouvernement s'est occupé d'installer des services sanitaires, des bureaux de postes, des moyens de transport, etc., sur les anciennes terres du domaine public. Afin de stimuler la production, le gouvernement a aussi construit un grand nombre de canaux d'irrigation, de dispensaires, d'hôpitaux et d'écoles dans tout le pays. Il a également pris des dispositions en vue de fournir des graines de semence aux agriculteurs, de leur faciliter l'achat de matériel agricole, de vulgariser les connaissances techniques, d'organiser des cours de formation professionnelle et de consentir des prêts à faible taux d'intérêt.

48. Alors que par le passé la République Dominicaine était obligée d'importer des produits tels que riz, maïs, huile, beurre et conserves de viande, elle produit maintenant assez pour couvrir les besoins de la consommation intérieure et peut même exporter vers les pays voisins.

49. M. Cohn a écouté avec grand intérêt les diverses déclarations faites au sein de la Commission et son attitude lors du vote sera dictée par l'expérience que son pays a acquise et par les résultats de la politique de réforme agraire de la République Dominicaine.

50. Mme WRIGHT (Danemark) se félicite de ce que le projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1) a été présenté, notamment parce qu'il fait ressortir la nécessité d'éduquer les cultivateurs par des cycles d'études, des cours et des conférences sur les questions agricoles; cela montre que l'on se rend compte que tout pays possédant des terres fertiles peut accroître sa production agricole par ses propres efforts en procédant à une réforme agraire fondée sur une parfaite connaissance de tous les facteurs pertinents comme des leçons de l'expérience.

51. Mme Wright rappelle que le représentant de la FAO a cité le Danemark en exemple, car c'est un pays qui, grâce à son organisation agricole, a pu utiliser au mieux celles de ses terres dont la fertilité laissait à désirer. A la fin du XIX^{ème} siècle, le Danemark, pays exportateur de blé, a semblé voué à la ruine quand le rapport des échanges a subitement tourné à son désavantage par suite d'une baisse des tarifs de fret transatlantique et de la réduction de ses exportations de céréales qui en est résultée. La réforme agraire qui a été adoptée de bonne heure au Danemark a rendu le fermier propriétaire de la terre qu'il cultivait et a fait de lui un citoyen fort respecté, convaincu de sa valeur personnelle en tant qu'individu aussi bien qu'à titre de membre de son association coopérative. Les puissantes sociétés coopératives se sont rendu compte que l'agriculture danoise aurait avantage à modifier sa structure. Au lieu de produire et d'exporter des fourrages, le Danemark a commencé à en importer et il a profité du bas prix des céréales étrangères pour développer sa production laitière à laquelle le marché mondial offrait des débouchés plus larges. Ce revirement s'est opéré sans aide financière de l'extérieur et il a permis au Danemark d'accroître le revenu qu'il tirait de ses exportations et de nourrir un nombre de plus en plus grand de ses habitants.

52. Les coopératives danoises ont aidé les petits fermiers à bénéficier des progrès de la technique en achetant et en employant en commun les machines agricoles les plus modernes et qui donnaient le meilleur rendement. Ainsi, un petit peuple agricole a pu augmenter la production globale de son agriculture et contribuer au développement industriel grâce à un déplacement de la main-d'œuvre des campagnes vers les villes qui se poursuit avec régularité.

53. Dans le *Rapport définitif du Comité mixte de la Société des Nations — L'alimentation dans ses rapports avec l'hygiène, l'agriculture et la politique économique*, il est dit que le Danemark offre le parfait exemple d'une agriculture adaptée à une nouvelle situation. La modification apportée à l'économie agricole du Danemark, loin d'entraîner une réduction de la superficie des terres cultivées en céréales, a suscité une nouvelle demande de céréales et de fourrages et provoqué par voie de conséquence, une augmentation de la production. En 1930, la culture des céréales occupait 50 pour 100 de la superficie totale des terres cultivées au Danemark, au lieu de 45 pour 100 en 1881, ce qui montre que l'encouragement de l'élevage n'est nullement incompatible avec la culture en grand des céréales.

54. Les débats ont montré que, dans certains pays, le régime foncier est aussi bon, ou même meilleur que celui du Danemark. Toutefois, si certains des pays qui sont en train de procéder à des réformes agraires trouvent que l'expérience du Danemark et sa structure

agricole actuelle pourraient leur être utiles, le Gouvernement du Danemark est tout disposé à organiser au Danemark des cours, des conférences et des cycles d'études pour les représentants qui désireraient user de cette possibilité. On pourrait comprendre parmi les sujets d'études les coopératives laitières, la fabrication du *bacon*, les organismes d'exportation pour les œufs, les coopératives d'achat et les sociétés de producteurs de fourrages. Le système des coopératives danoises pourraient également présenter un intérêt éducatif pour les pays qui étudient actuellement les méthodes qui leur permettraient de mobiliser des capitaux. Le Danemark assumerait la plus grande partie des dépenses entraînées par ces programmes d'études qu'il imputerait sur les crédits ouverts à cette fin à titre de contribution supplémentaire au Programme élargi d'assistance technique.

55. M. BAKR (Irak) déclare que son interprétation de la situation économique de l'Afrique du Nord française est extrêmement différente de celle qu'a donnée le représentant de la France.

56. Le Vice-Président de la Chambre de commerce, de l'industrie et de l'agriculture de Fez a déclaré, dans son rapport sur les prévisions budgétaires du Ministère des travaux publics, que si l'on soutient fréquemment que toutes les classes de la société marocaine doivent bénéficier du développement économique du pays, le résultat est tout différent quand des facteurs non économiques influencent l'économie. Les considérations politiques jouent un rôle important dans la structure économique du Maroc. Il est dit ensuite dans ce rapport qu'au sein du peuple marocain existe une colonie européenne privilégiée qui s'étend dans des propor-

tions alarmantes. C'est la communauté européenne qui bénéficie le plus de la richesse économique du pays, notamment des facilités telles que les moyens de communication, les routes et les chemins de fer. Les Marocains n'y participent qu'accessoirement, à titre de consommateurs ou de main-d'œuvre peu payée.

57. La plupart des routes de troisième catégorie qui desservent les régions agricoles ont été construites pour l'avantage des colons européens. Les Européens sont également privilégiés en ce qui concerne la répartition des réseaux d'irrigation. Une somme de 3.525.900.000 francs a été réservée pour construire 2.381 habitations à l'usage des Européens, alors qu'un crédit de 2.191.900.000 francs est prévu pour construire 6.113 maisons destinées aux Marocains. Il n'existe un problème du logement pour les Européens que parce que l'on encourage l'immigration. Le nombre des fonctionnaires et hommes d'affaires français augmente constamment et des Marocains sont expulsés pour faire place aux nouveaux arrivants.

58. Jusqu'en 1933, les transports routiers étaient libres au Maroc. Le 6 février 1933, un décret a été promulgué qui stipulait que les compagnies de transports routiers devaient avoir une licence d'exploitation, mesure destinée à avantager les compagnies françaises qui n'arrivaient pas à lutter contre leurs concurrents marocains. Le 23 décembre 1937, un autre décret a prescrit que les licences d'exploitation de transport étaient réservées aux Européens et aux Marocains consentants. Une contrainte rigoureuse est exercée sur la seule compagnie de transport marocaine qui ait survécu.

La séance est levée à 17 h. 35.

